Les « économistes à gages » sur la sellette

04/03/2012 à 8h16

Éditoriaux, matinales radiophoniques, plateaux de télévision : en pleine campagne présidentielle, une poignée d'économistes quadrillent l'espace médiatique et bornent celui des possibles. Présentés comme universitaires, ils incarneraient la rigueur technique au cœur de la mêlée idéologique. Mais leurs diagnostics seraient-ils aussi crédibles si ces « experts » rendaient publiques leurs autres activités ?

Cette fois, la controverse concerne la collusion entre économistes et institutions financières. Nombre d'universitaires invités par les médias pour éclairer le débat public, mais aussi de chercheurs appointés comme conseillers par les gouvernements, sont en effet rétribués par des banques ou de grandes entreprises. Un expert peut-il, « *en toute indépendance* », prôner la dérégulation financière quand il occupe simultanément un poste d'administrateur d'un fonds d'investissement ?

> *Ces liaisons dangereuses, sources de conflits d'intérêts, ne sont pas secrètes. Mais leurs bénéficiaires se gardent bien d'en faire la publicité. Avant le cataclysme de 2008, chacun s'accommodait de l'équivoque : les journalistes exhibaient leurs experts censément neutres, lesquels empochaient les dividendes de leur ubiquité sous forme de notoriété accrue et d'espèces sonnantes et trébuchantes.*

Mais, depuis 2008, les accointances des économistes ne passent plus inaperçues. L'effet Dracula aura-t-il raison de cette forme intellectuelle de prévarication ? Suffira-t-il de la

rendre publique pour la vaincre ? Tel est le pari de la prestigieuse Association américaine d’économie (American Economic Association, AEA).

Suite et commentaires sur Fortune